

## **NOTE IMPORTANTE**

### **AFFICHAGE SUR LE TERRAIN**

(Articles R.424-15 et A.424-15 et suivants du Code de l'Urbanisme)

L'affichage sur le terrain du permis de construire, aménager, démolir ou de la déclaration préalable est assuré par les soins du bénéficiaire de l'autorisation **sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres.**

Il doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent **lisibles de la voie publique** ou des espaces ouverts au public **pendant toute la durée du chantier.**

Le panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également, en fonction de la nature du projet :

- a) Si le projet prévoit des constructions, la surface plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
- b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs.
- d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

**Le panneau d'affichage comprend la mention suivante :**

#### **"Droit de recours :**

Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R.600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R.600-1 du code de l'urbanisme)."